

Chapitre 5

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

L'année à l'étude s'est caractérisée par une détérioration marquée des relations Est-Ouest, dont le point culminant a été le retrait des États-Unis des négociations de Genève sur le contrôle des armes nucléaires. Des événements comme la catastrophe de la KAL et la dégénérescence du dialogue entre les deux superpuissances ont convaincu le Canada qu'il doit jouer un rôle plus actif en vue de renverser cette tendance dangereuse des relations Est-Ouest.

Contrôle des armements et désarmement

Les démarches du Canada visant à encourager la négociation d'accords vérifiables de contrôle des armements et de désarmement ont connu un aboutissement modeste mais décisif au sein du Comité du désarmement (CD) à Genève et dans les préparatifs de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe (CDE); ils ont pris en outre un nouveau relief à la suite de l'initiative que le premier ministre Trudeau a mise en œuvre à l'automne et à l'hiver en matière de relation Est-Ouest et de sécurité internationale.

À l'automne de 1983, inquiet de la dégradation qui se manifestait dans les relations Est-Ouest, le premier ministre a agi afin de rétablir la confiance et de réengager un dialogue politique de haut niveau entre l'Est et l'Ouest, particulièrement entre les deux superpuissances. Cette initiative comportait un certain nombre de propositions spécifiques : une conférence des cinq États dotés d'armes nucléaires afin de limiter les arsenaux nucléaires stratégiques; un effort politique concerté afin de renforcer le régime de la non-prolifération des armes nucléaires; une importante réponse occidentale aux propositions de l'Est sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces qui avaient été déposées à l'été de 1983; et l'inauguration de la Conférence de Stockholm à un échelon politique élevé.

Les décisions prises par l'OTAN d'envoyer les ministres des Affaires étrangères à l'inauguration de la CDE, de déposer une nouvelle proposition aux pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces et de publier une déclaration qui insistait lourdement sur la détente véritable et le dialogue montrent toutes dans quelle mesure les alliés du Canada faisaient leurs objectifs tracés par le premier ministre.

Le premier ministre a présenté simultanément trois propositions dont le gouvernement canadien rechercherait l'application et qui renforceraient la stratégie de l'asphyxie qu'il avait avancée en 1978 : une interdiction frappant les essais et le déploiement de systèmes anti-satellites de haute altitude; une garantie du niveau vérifiable des systèmes futurs d'armes stratégiques; et des restrictions sur la mobilité des missiles balistiques intercontinentaux à déploiement terrestre.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est joint aux ministres des Affaires étrangères des 34 autres pays

signataires de l'Acte final d'Helsinki à l'inauguration de la CDE à Stockholm. Bien qu'elle fût jugée en elle-même assez importante pour mériter la participation des ministres des Affaires étrangères, la conférence avait une portée encore plus grande du fait qu'elle marquait le rétablissement du dialogue Est-Ouest de haut niveau, absent depuis la catastrophe de la KAL en septembre.

Pendant l'année, le Canada a joué un rôle actif dans les principales négociations sur le contrôle des armements, et notamment dans la recherche, au sein du Comité du désarmement à Genève, d'une interdiction globale des armes chimiques. En sa qualité de président du Groupe de travail sur les armes chimiques, le Canada a pu faire naître un consensus sur un document qui renfermait les éléments fondamentaux d'un traité à l'égard duquel les points d'accord et de désaccord se trouvaient clairement définis.

Pour mettre en valeur l'engagement du Canada vis-à-vis du contrôle des armements et du désarmement, le gouvernement a annoncé son intention de créer l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, centre financé à même les deniers publics qui doit recueillir et assimiler les masses considérables d'informations qui existent sur les questions de défense et de contrôle des armements.

La défense et l'OTAN

En l'absence de résultat des pourparlers qui ont eu lieu avec l'Union soviétique sur le désarmement des forces nucléaires de portée intermédiaire, l'OTAN s'est mise à déployer en décembre les missiles Cruise sol-sol et les missiles Pershing pour faire face au nombre croissant des missiles soviétiques SS-20. Les ministres de l'OTAN ont déploré que l'on ait accompli si peu depuis leur offre initiale de négociations en décembre 1979. Leur objectif fondamental, ont-ils souligné, demeurait l'élimination complète des missiles terrestres nucléaires de portée intermédiaire, qu'ils soient soviétiques ou américains, et ils estimaient que l'obtention de résultats concrets à la table des négociations devrait permettre d'arrêter ou de renverser le déploiement des missiles de l'OTAN. C'est dans cet esprit qu'ils recherchaient une reprise prochaine des négociations. Lors d'une réunion tenue à Montebello, au Québec, les ministres de la Défense de l'OTAN ont convenu unilatéralement de retirer 1 400 armes nucléaires de l'Europe en plus des 1 000 armes nucléaires qui avaient été enlevées en 1980, et de retirer une arme pour chaque missile Pershing II et Cruise qui avait été déployé, ce qui amènerait le stock d'armes de l'OTAN à son point le plus faible en l'espace de 20 ans.

À la fin d'une réunion privée des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui a eu lieu au Canada à la fin de 1982, les Alliés ont lancé une importante étude des relations Est-Ouest afin d'élaborer un moyen plus global d'aborder le dialogue avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Ouest. Un